

No. 36578

**France
and
Germany**

Treaty between the French Republic and the Republic of the Federal Republic of Germany concerning the construction of a road bridge over the Rhine between Eschau and Altenheim (with annex). Dijon, 5 June 1996

Entry into force: *1 December 1998 by the exchange of instruments of ratification, in accordance with article 14*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 5 April 2000*

**France
et
Allemagne**

Traité entre la République française et la République fédérale d'Allemagne relatif à la construction d'un pont routier sur le Rhin entre Eschau et Altenheim (avec annexe). Dijon, 5 juin 1996

Entrée en vigueur : *1er décembre 1998 par échange des instruments de ratification, conformément à l'article 14*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 5 avril 2000*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

TRAITÉ ENTRE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE
FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE RELATIF À LA CONSTRUCTION D'UN
PONT ROUTIER SUR LE RHIN ENTRE ESCHAU ET ALTENHEIM

La République française et

La République fédérale d'Allemagne,

Ci-après dénommées les Etats contractants,

Désireuses d'améliorer les liaisons routières entre les deux Etats,

Vu l'Accord du 30 janvier 1953 relatif aux ponts fixes et aux bacs franchissant le Rhin à la frontière franco-allemande,

Convaincues que la mise en service d'un pont sur le Rhin entre Eschau et Altenheim permettra, du fait des reports de trafic, un délestage efficace du pont de l'Europe,

Sont convenues de ce qui suit :

Article 1. Objet du Traité

Un pont routier sera construit sur le Rhin, ci-après dénommé "pont sur le Rhin", entre Eschau et Altenheim sur les territoires français et allemand aux fins de relier la Rocade Sud de Strasbourg avec la route L 98 du Bade-Wurtemberg.

Article 2. Description de l'ouvrage

(1) - L'ouvrage, situé au point kilométrique 282,8 du Rhin suivant le kilométrage français sera construit pour un débit de crue 6500 m³/s (débit millénaire).

(2) - Comprenant trois travées, il aura une longueur totale de 457 mètres. La travée centrale, d'une longueur braise de 205 mètres, permettra de dégager un gabarit navigable de 150 mètres minimum de large dans l'axe du fleuve et de 7 mètres de hauteur au-dessus du niveau des plus hautes eaux navigables (148,77 NGF ortho ou 148,55 NN as). Il supportera une chaussée bidirectionnelle à deux voies et une piste cyclable bidirectionnelle sur un tablier de 14,75 mètres de largeur, dont 9,50 mètres entre dispositifs de retenue.

Article 3. Exécution des travaux

(1) - La République française assurera la réalisation du pont sur le Rhin.

(2) - Les travaux relatifs à l'ouvrage comprennent toutes les opérations nécessaires à sa réalisation, y compris les culées et les équipements.

(3) - La République française se chargera des études, de l'appel d'offres, de l'adjudication et de la surveillance des travaux. Elle agira en son nom propre à l'égard des entrepreneurs et des autres partenaires contractuels.

(4) - L'ouvrage sera construit conformément aux normes françaises en vigueur.

(5) - L'appel d'offres sera lancé conformément au droit communautaire applicable.

(6) - Il incombera à chacun des Etats contractants de construire les ouvrages et les voies donnant accès au pont sur son propre territoire, au fur et à mesure de la progression des travaux.

(7) - Les dispositions du Protocole 1990-I-32 de la Commission Centrale pour la Navigation sur le Rhin seront appliquées pendant les travaux.

Article 4. Coûts

(1) - Les Etats contractants supportent à part égale les coûts des études, de l'appel d'offres, de l'adjudication, de la construction de l'ouvrage et de la surveillance des travaux cités à l'article 3.2. Pour ce qui est de la ventilation des coûts, les coûts des études, de l'appel d'offres, de l'adjudication et de la surveillance des travaux cités à l'article 3.2 sont réputés égaux à 10 pour cent du coût de la construction de l'ouvrage.

(2) - Lors de la ventilation des coûts visés au paragraphe 1, il ne sera pas tenu compte de la taxe sur la valeur ajoutée française incluse dans ces coûts; Cette taxe est à la charge exclusive de la République française.

(3) - Pendant la période indiquée à l'article 7 paragraphe 2, les coûts d'entretien du pont sur le Rhin - y compris le service hivernal et le nettoyage courant- seront ventilés selon les principes des paragraphes 1 et 2 du présent article.

Article 5. Libération des emprises du pont sur le Rhin et des terrains nécessaires aux travaux

Chacun des Etats contractants devra s'assurer que sont disponibles, sur son propre territoire, de manière temporaire ou permanente, les terrains nécessaires à la construction du pont sur le Rhin et supportera les dépenses correspondantes.

Article 6. Règlement des dépenses

(1) - La République française assurera le préfinancement. Au fur et à mesure de la progression des travaux, elle établira des décomptes relatifs aux dépenses par elle engagées et qui, conformément à l'article 4, sont à la charge de la République fédérale d'Allemagne. Le règlement de ces dépenses devra intervenir dans un délai n'excédant pas trois mois à compter de la réception des décomptes.

(2) - Tous les règlements seront effectués en monnaie française, au taux de change appliqué par la Banque de France à la date de règlement.

Article 7. Réception et entretien

(1) - Après l'achèvement des travaux, les autorités compétentes de la République française procéderont à la réception de l'ouvrage, en présence des représentants de la République fédérale d'Allemagne et des entrepreneurs.

(2) - La République française se chargera de l'entretien de l'ouvrage et notamment du service hivernal et du nettoyage courant pendant une période de dix ans à compter de la réception.

(3) - A l'expiration de ce délai, la partie du pont sur le Rhin située en territoire allemand sera remise à la République fédérale d'Allemagne. Chacun des Etats contractants assumera ensuite l'entretien sur son propre territoire et déterminera, en accord avec l'autre Etat contractant, les travaux qui s'avèreront nécessaires. Les administrations compétentes pourront convenir que l'une d'entre elles se chargera, moyennant le remboursement des frais correspondants, d'assurer le service hivernal, le nettoyage courant, ainsi que différents travaux d'entretien sur la totalité du pont sur le Rhin.

Article 8. Droit d'entrée sur les territoires nationaux respectifs

(1) - Les personnes employées dans une des entreprises prestataires de services, dont le siège se trouve dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen et qui sont désignées par la République française aux fins de réalisation de l'ouvrage sont autorisées à exercer leur activité sur le territoire des deux Etats contractants, sans avoir à solliciter d'autorisation de séjour ou de travail s'ils sont ressortissants d'un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen.

(2) - Les ressortissants d'Etats non-membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen qui sont employés par une entreprise prestataire de services dont le siège se trouve dans un Etat membre de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, pourront exercer leur activité sans avoir à solliciter une autorisation de travail, si cette entreprise prestataire de services les emploie de façon régulière et habituelle. Ceci s'applique sous réserve de l'obtention d'un visa, lorsqu'il est requis, et de la délivrance d'un titre de séjour temporaire pour un séjour de plus de trois mois sur le territoire de l'Etat contractant concerné. Les personnes qui ne sont pas soumises à l'obligation d'obtenir un visa doivent être munies d'un titre de séjour pour un séjour temporaire de plus de trois mois sur le territoire de l'Etat contractant concerné. Le titre de séjour et, le cas échéant, le visa seront délivrés automatiquement, sous réserve des dispositions relatives à l'ordre public, à la sécurité publique et à la santé publique.

(3) - Les ressortissants d'Etats membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen, doivent être munis d'une carte d'identité ou d'un passeport en cours de validité susceptible d'être présenté à tout moment aux autorités compétentes de chaque Etat contractant. Les ressortissants d'Etats non membres de l'Union européenne ou de l'Espace économique européen doivent obligatoirement être munis d'un passeport en cours de validité susceptible d'être présenté à tout moment aux autorités compétentes de chaque Etat contractant. Par ailleurs, toutes les personnes visées au présent article doivent être munies d'une pièce justificative supplémentaire susceptible d'être présentée aux autorités de l'Etat d'accueil afin de pouvoir attester à tout moment de leur qualité de personne bénéficiant des dispositions du présent Traité.

(4) - Chacun des Etats contractants réintègrera à tout moment et sans formalité les personnes visées au paragraphe 2 du présent article, qui auront pénétré ou se seront maintenues sur le territoire national de l'autre Etat contractant en violation du présent Traité.

Article 9. Dispositions fiscales et douanières

(1) - En ce qui concerne les impôts indirects, pour les livraisons de biens et les prestations de services ainsi que les acquisitions intracommunautaires et les importations de biens destinés à la construction ou à l'entretien du pont sur le Rhin, y compris le service hivernal et le nettoyage courant du pont sur le Rhin :

- le chantier est considéré comme territoire français jusqu'à la réception du pont sur le Rhin ;

- le pont sur le Rhin est considéré comme territoire français à partir de la réception et pendant dix ans à compter de cette date.

(2) - Pendant les périodes visées au paragraphe 1 du présent article, au cours desquelles le chantier puis le pont sur le Rhin sont considérés comme territoire français, les fonctionnaires des autorités fiscales et douanières d'un Etat contractant sont autorisés à séjourner sur la partie du chantier, ainsi que du pont sur le Rhin après réception, qui est située sur le territoire géographique de l'autre Etat contractant, afin d'y procéder à la constatation matérielle d'éléments physiques d'exploitation. Les procédures de recherche, d'enquête et de contrôle de la comptabilité des contribuables sont régies par le droit interne de chaque Etat contractant.

(3) - Le présent Traité n'affecte pas l'application des dispositions de la Convention entre la République française et la République fédérale d'Allemagne du 21 juillet 1959, en vue d'éviter les doubles impositions et d'établir des règles d'assistance administrative et juridique réciproque en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi qu'en matière de contribution des patentes et de contributions foncières, ensemble un protocole additionnel et un échange de lettres, telle que modifiée par les avenants signés le 9 juin 1969 et le 28 septembre 1989, et compte tenu de tout amendement ultérieur éventuel.

Article 10. Commission mixte

(1) - Il est constitué une Commission mixte franco-allemande. La présidence de la Commission est assurée alternativement par les chefs de délégation pour une période de six mois chacun. La Commission arrête ses recommandations d'un commun accord. Elle est composée des représentants des autorités suivantes

a) Délégation allemande :

- Ministère des transports de Bade-Wurtemberg (Verkehrsministerium, Baden-Wurtemberg),

- Présidence du Gouvernement de Fribourg (Regierungspräsidium Freiburg),

- Services des travaux routiers d'Offenbourg (Strassenbauamt Offenbourg);

b) Délégation française :

- Direction Régionale de l'Équipement d'Alsace,

- Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin,

- Service des Routes Nationales de la DDE du Bas-Rhin.

Elle pourra associer d'autres administrations des deux Etats contractants (Douanes, Services de la Navigation, etc ...).

(2) - La Commission mixte est chargée de présenter des recommandations aux autorités compétentes des deux Etats contractants concernant les points suivants :

a) questions soulevées par l'application du présent Traité à l'exception des questions fiscales et douanières,

b) approbation des acomptes à verser et des modalités de règlement,

c) fixation des procédures du transfert d'entretien prévu à l'article 7 qui aura lieu à l'expiration de la période de dix ans,

d) coordination des mesures d'entretien,

e) décompte final avant qu'il ne soit transmis à la République fédérale d'Allemagne.

(3) - Chaque délégation peut se faire présenter par les autorités compétentes de l'autre Etat contractant les pièces qu'elle estime nécessaires pour préparer les recommandations de la Commission.

Article 11. Règlement des différends

Les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application du présent Traité doivent être réglés par les autorités compétentes des Etats contractants. A cette fin, chaque Etat contractant peut demander l'avis de la Commission mixte prévue par l'article 10 du présent Traité. A défaut d'un accord, les Etats contractants pourront avoir recours à la voie diplomatique.

Article 12. Dispositions particulières

(1) - Aux fins du présent Traité, la frontière entre les Etats contractants est réputée fixée au milieu du pont sur le Rhin conformément aux dispositions de l'accord du 30 janvier 1953 relatif aux ponts fixes et bacs franchissant le Rhin à la frontière franco-allemande.

(2) - Les Etats contractants veilleront à ce que la fonction de l'actuel franchissement du Rhin en tant que liaison entre la Bundesstrasse 28 et la route nationale no 4 soit préservée et que le pont de l'Europe reste ouvert y compris au trafic poids lourds résiduel. A cet effet, la République française s'efforcera d'améliorer l'accès au pont de l'Europe par une mise à quatre voies sur toute sa longueur avant l'achèvement du pont sur le Rhin d'Altenheim-Eschau.

Article 13. Communications de données à caractère personnel

Les communications de données à caractère personnel auxquelles pourra donner lieu l'application du présent Traité sont soumises aux dispositions de l'Annexe, qui fait partie intégrante dudit Traité.

Article 14. Ratification et entrée en vigueur

(1) - Le présent Traité est soumis à ratification.

(2) - Il entrera en vigueur le premier jour du deuxième mois qui suivra l'échange des instruments de ratification, qui aura lieu à Bonn.

Fait à Dijon, le 5 juin 1996, en double exemplaire chacun en langue française et en langue allemande, les deux textes faisant également foi.

Pour la République française :

HERVE DE CHARETTE

BERNARD PONS

Pour la République fédérale d'Allemagne :

IMMO STABREIT

ANNEXE

Dans la mesure où, aux fins du présent Traité, des données à caractère personnel sont communiquées par des autorités compétentes d'un Etat contractant aux autorités compétentes de l'autre Etat contractant, les dispositions ci-après sont mises en oeuvre, dans le respect du droit applicable sur le territoire de chacun des Etats contractants.

1. L'utilisation de données par le service destinataire est admise aux seules fins du présent Traité.

2. Les données à caractère personnel ne doivent être transmises qu'aux services compétents. La communication à d'autres services est soumise à l'autorisation préalable des services émetteurs.

3. Le service émetteur s'engage à veiller à l'exactitude des données communiquées, au caractère nécessaire de la communication et à l'absence de disproportion entre les données et l'objectif recherché. A cet égard, les motifs de non-communication en vigueur selon le droit applicable dans chacun des Etats contractants s'appliquent. S'il s'avère qu'ont été communiquées des données inexactes ou incomplètes au regard des finalités pour lesquelles elles sont collectées ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement, ou qui n'auraient pas dû être communiquées, le destinataire doit en être informé sans délai. Il est alors dans l'obligation de procéder à la correction ou à la destruction de ces données.

4. Un Etat contractant ne peut invoquer le fait que l'autre Etat contractant ait transmis des données incorrectes pour se décharger de la responsabilité qui lui incombe conformément à son droit national, à l'égard d'une personne lésée. Si l'Etat contractant destinataire est tenu à réparation en raison de l'utilisation des données incorrectes transmises, l'Etat contractant qui a transmis les données rembourse intégralement les sommes versées en réparation par l'Etat contractant destinataire.

5. A sa demande, la personne concernée obtiendra toute information sur les données communiquées à son sujet ainsi que sur l'utilisation qu'il est prévu d'en faire. Le droit de l'intéressé à obtenir des informations sur les données existantes le concernant est défini par ailleurs par le droit applicable sur le territoire de l'Etat contractant auquel l'information est demandée.

6. Dans la mesure où le droit national s'appliquant au service émetteur prévoit des délais d'effacement des données à caractère personnel communiquées, le service émetteur en informera le destinataire. Indépendamment de ces délais, les données à caractère personnel communiquées doivent être effacées dès qu'elles ne sont plus nécessaires aux finalités pour lesquelles elles sont collectées ou pour lesquelles elles sont traitées ultérieurement.

7. Le service émetteur et le service destinataire s'engagent à prendre acte de la communication et de la réception de données à caractère personnel.

8. Le service émetteur et le service destinataire s'engagent à protéger efficacement les données à caractère personnel communiquées contre tout accès, modification et publication non autorisés de celles-ci.

9. Les règles d'assistance administrative et juridique réciproque qui lient les Etats contractants dans les domaines fiscaux et douaniers ne sont pas affectées par les dispositions de la présente Annexe.

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

**Vertrag
zwischen
der Französischen Republik
und
der Bundesrepublik Deutschland
über
den Bau einer Straßenbrücke über den Rhein
zwischen Eschau und Altenheim**

Die Französische Republik
und
die Bundesrepublik Deutschland -

in folgenden Vertragsstaaten genannt,

**von dem Wunsch geleitet, die Straßenverbindungen zwischen
beiden Staaten zu verbessern,**

**in Anbetracht des Abkommens vom 30. Januar 1953 über die festen
Brücken und Fähren über den Rhein an der französisch-deutschen
Grenze,**

**in dem Bestreben, daß nach der Inbetriebnahme der Brücke
Eschau-Altenheim die Verkehrsverlagerungen zu einer wirksamen
Entlastung der Europabrücke führen werden -**

sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1
Gegenstand des Vertrags

**Zwischen Altenheim und Eschau wird auf deutschem Hoheitsgebiet
und französischem Hoheitsgebiet eine Straßenbrücke über den
Rhein, im folgenden "Rheinbrücke" genannt, gebaut, um die
Stadumfahrung Straßburg mit der baden-württembergischen
Landesstraße L 98 zu verbinden.**

Artikel 2
Beschreibung des Bauwerks

(1) Das Bauwerk wird bei Rheinkilometer 282,8 nach der französischen Kilometrierung für einen Hochwasserabfluß von 6500 m³/s gebaut (tausendjähriges Hochwasser).

(2) Das Bauwerk besteht aus drei Brückenfeldern mit einer Gesamtlänge von 457 m. Das mittlere Brückenfeld mit einer schrägen Länge von 205 m gestattet ein schiffbares Lichtraumprofil von mindestens 150 m Breite in der Stromachse und von 7 m Höhe über dem höchsten schiffbaren Wasserstand (148,77 NGF ortho oder 148,55 NN as). Das Bauwerk trägt eine zweistreifige Fahrbahn für Gegenverkehr und einen Radweg für beide Fahrrichtungen auf einem 14,75 m breiten Brückenüberbau mit Schutzplanken im Abstand von 9,50 m.

Artikel 3
Ausführung der Arbeiten

(1) Die Französische Republik übernimmt die Ausführung der Rheinbrücke.

(2) Die Bauausführung umfaßt alle für die Errichtung des Bauwerks notwendigen Arbeiten einschließlich der Arbeiten an den Widerlagern und der Ausstattung.

(3) Die Französische Republik übernimmt die Planung, die Ausschreibung, die Auftragsvergabe und die Bauüberwachung. Sie handelt im eigenen Namen gegenüber den Unternehmern und den anderen Vertragspartnern.

(4) Das Bauwerk wird gemäß den geltenden französischen Normen und Vorschriften gebaut.

(5) Die Ausschreibung wird gemäß dem geltenden Gemeinschaftsrecht durchgeführt.

(6) Jedem Vertragsstaat obliegt es, die für die Brückenzufahrt auf seinem eigenen Hoheitsgebiet erforderlichen Bauwerke und Verkehrswege nach Baufortschritt zu erstellen.

(7) Die Bestimmungen des Protokolls 1990-I-32 der Zentralkommission für die Rheinschifffahrt gelten während der Arbeiten.

Artikel 4

Kosten

(1) Die Vertragsstaaten tragen die Kosten für die Planung, Ausschreibung, Auftragsvergabe, Ausführung des Bauwerks und Überwachung der in Artikel 3 Absatz 2 genannten Arbeiten je zur Hälfte; bei der Kostenaufteilung werden die Kosten für die Planung, Ausschreibung, Auftragsvergabe und Überwachung der in Artikel 3 Absatz 2 genannten Arbeiten mit zehn vom Hundert der Baukosten berücksichtigt.

(2) Bei der Aufteilung der in Absatz 1 genannten Kosten bleibt die in diesen Kosten enthaltene französische Mehrwertsteuer unberücksichtigt; diese Steuer wird allein von der Französischen Republik getragen.

(3) Die Kosten der Unterhaltung der Rheinbrücke einschließlich des Winterdienstes und der laufenden Reinigung werden während des in Artikel 7 Absatz 2 genannten Zeitraums entsprechend den Grundsätzen der Absätze 1 und 2 aufgeteilt.

Artikel 5

Bereitstellung der für die Rheinbrücke und
für die Bauarbeiten notwendigen Grundstücke

Jeder Vertragsstaat hat dafür zu sorgen, daß auf seinem
Hoheitsgebiet die für die Errichtung der Rheinbrücke
notwendigen Grundstücke dauernd oder vorübergehend zur
Verfügung stehen, und trägt die dabei anfallenden Kosten.

Artikel 6

Zahlungen

(1) Die Französische Republik übernimmt die Vorfinanzierung.
Entsprechend dem Baufortschritt stellt sie die von ihr
geleisteten und gemäß Artikel 4 von der Bundesrepublik
Deutschland zu tragenden Kosten in Rechnung. Diese Kosten
müssen innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Zugang der
Rechnung beglichen werden.

(2) Alle Zahlungen erfolgen in französischer Währung zum Kurs
der Banque de France zum Zahlungstermin.

Artikel 7

Abnahme und Unterhaltung

(1) Nach Abschluß der Arbeiten wird das Bauwerk von den
zuständigen Behörden der Französischen Republik in Gegenwart
der Vertreter der Bundesrepublik Deutschland und der
Unternehmer abgenommen.

(2) Vom Zeitpunkt der Abnahme des Bauwerks an übernimmt die
Französische Republik die Unterhaltung des Bauwerks einschließ-
lich des Winterdienstes und der laufenden Reinigung für einen
Zeitraum von zehn Jahren.

(3) Nach Ablauf dieses Zeitraums wird der auf deutschem Hoheitsgebiet befindliche Teil des Bauwerks der Bundesrepublik Deutschland übergeben. Jeder Vertragsstaat übernimmt danach die Unterhaltung auf seinem eigenen Hoheitsgebiet und legt im Einvernehmen mit dem anderen Vertragsstaat die als notwendig erachteten Arbeiten fest. Die zuständigen Verwaltungen können vereinbaren, daß eine von ihnen den Winterdienst, die laufende Reinigung sowie bestimmte Unterhaltungsarbeiten für das gesamte Bauwerk gegen Erstattung der entsprechenden Kosten übernimmt.

Artikel 8
Betretungsrecht

(1) Die Personen, die in einem der Dienstleistungsunternehmen mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums beschäftigt sind, welche die Französische Republik mit der Ausführung des Bauwerks beauftragt hat, sind befugt, ihre Arbeit auf dem Hoheitsgebiet der beiden Vertragsstaaten auszuführen, ohne daß sie hierfür eine Aufenthalts- oder Arbeitserlaubnis beantragen müssen, wenn sie Staatsangehörige eines Mitgliedstaats der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums sind.

(2) Die Staatsangehörigen von nicht der Europäischen Union oder dem Europäischen Wirtschaftsraum angehörenden Staaten, die in einem Dienstleistungsunternehmen mit Sitz in einem Mitgliedstaat der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums beschäftigt sind, können ihre Arbeit ohne vorherige Beantragung einer Arbeitserlaubnis ausführen, wenn dieses Dienstleistungsunternehmen sie regelmäßig und ständig beschäftigt. Voraussetzung ist die Erteilung eines Visums,

soweit dieses erforderlich ist, und einer Aufenthaltserlaubnis für einen vorübergehenden Aufenthalt von mehr als drei Monaten auf dem Hoheitsgebiet des jeweiligen Vertragsstaats. Die Personen, die nicht der Visumpflicht unterliegen, benötigen für einen vorübergehenden Aufenthalt von mehr als drei Monaten auf dem Hoheitsgebiet des jeweiligen Vertragsstaats eine Aufenthaltserlaubnis. Die Aufenthaltserlaubnis und das Visum, soweit dieses erforderlich ist, werden vorbehaltlich der Bestimmungen über die öffentliche Ordnung, die öffentliche Sicherheit und die öffentliche Gesundheit automatisch erteilt.

(3) Die Staatsangehörigen der Mitgliedstaaten der Europäischen Union oder des Europäischen Wirtschaftsraums müssen einen gültigen Personalausweis oder Reisepaß mit sich führen, der den zuständigen Behörden jedes Vertragsstaats jederzeit vorgezeigt werden kann. Die Staatsangehörigen von Staaten, die weder Mitgliedstaaten der Europäischen Union noch des Europäischen Wirtschaftsraums sind, müssen einen gültigen Reisepaß mit sich führen, der den zuständigen Behörden jedes Vertragsstaats jederzeit vorgezeigt werden kann. Weiterhin müssen alle in diesem Artikel genannten Personen einen zusätzlichen Ausweis mit sich führen, der den Behörden des Aufnahmestaats vorgezeigt werden kann, damit ihre Zugehörigkeit zum begünstigten Personenkreis jederzeit nachgewiesen werden kann.

(4) Jeder Vertragsstaat nimmt jederzeit und ohne Formalitäten die in Absatz 2 genannten Personen wieder auf, die unter Verletzung dieses Vertrags in das Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats eingedrungen sind oder sich dort aufgehalten haben.

Artikel 9

Steuer- und zollrechtliche Regelungen

(1) Hinsichtlich der indirekten Steuern auf Lieferungen von Gegenständen und auf Dienstleistungen sowie auf den innergemeinschaftlichen Erwerb und die Einfuhr von Gegenständen, die für den Bau oder die Unterhaltung einschließlich des Winterdienstes und der laufenden Reinigung der Rheinbrücke bestimmt sind, gilt

- die Baustelle bis zur Abnahme der Rheinbrücke als französisches Hoheitsgebiet,
- die Rheinbrücke vom Zeitpunkt der Abnahme an für den Zeitraum von zehn Jahren als französisches Hoheitsgebiet.

(2) Während der in Absatz 1 bezeichneten Zeiträume, in denen zunächst die Baustelle und dann die Rheinbrücke als französisches Hoheitsgebiet gelten, sind die Beamten der Steuer- und Zollbehörden eines Vertragsstaats berechtigt, sich auf dem Teil der Baustelle und nach der Abnahme auf dem Teil der Rheinbrücke aufzuhalten, der auf dem geographischen Hoheitsgebiet des anderen Vertragsstaats liegt, um dort eine Feststellung der tatsächlichen Verhältnisse des Betriebs durchzuführen. Prüfungen der Buchführung der Steuerpflichtigen unterliegen dem innerstaatlichen Recht jedes Vertragsstaats.

(3) Dieser Vertrag berührt nicht die Anwendung des Abkommens vom 21. Juli 1959 zwischen der Französischen Republik und der Bundesrepublik Deutschland zur Vermeidung der Doppelbesteuerungen und über gegenseitige Amts- und Rechtshilfe auf dem Gebiete der Steuern vom Einkommen und vom Vermögen sowie der Gewerbesteuern und der Grundsteuern in Verbindung mit einem Zusatzprotokoll und einem Briefwechsel in der Fassung der Nachträge vom 9. Juni 1969 und vom 28. September 1989 und unter Berücksichtigung möglicher nachträglicher Änderungen.

Artikel 10
Gemischte Kommission

(1) Es wird eine französisch-deutsche Gemischte Kommission gebildet. Der Vorsitz der Kommission wird abwechselnd von den Delegationsleitern für jeweils sechs Monate wahrgenommen. Die Empfehlungen der Kommission werden im Einvernehmen abgegeben. Die Kommission setzt sich aus Vertretern folgender Behörden zusammen:

a) Deutsche Delegation:

- Verkehrsministerium Baden-Württemberg,
- Regierungspräsidium Freiburg,
- Straßenbauamt Offenburg;

b) Französische Delegation:

- Direction Régionale de l'Équipement d'Alsace,
- Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin,
- Service des Routes Nationales de la Direction
Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin.

Die Gemischte Kommission kann Vertreter anderer Behörden der beiden Vertragsstaaten (beispielsweise Zoll- und Schifffahrtsbehörden) hinzuziehen.

(2) Die Kommission hat die Aufgabe, den zuständigen Behörden der beiden Vertragsstaaten Empfehlungen zu folgenden Punkten zu unterbreiten:

- a) Fragen, die sich bei der Durchführung dieses Vertrags ergeben, mit Ausnahme der steuer- und zollrechtlichen Fragen,

- b) Billigung der Abschlagszahlungen und der Zahlungsmodalitäten,
- c) Festlegung der Verfahren für die in Artikel 7 vorgesehene Übertragung der Unterhaltung nach Ablauf des Zeitraums von zehn Jahren,
- d) Koordinierung der Unterhaltungsmaßnahmen,
- e) Schlußabrechnung vor der Übersendung an die Bundesrepublik Deutschland.

(3) Jede Delegation kann von den zuständigen Behörden des anderen Vertragsstaats die Vorlage der Unterlagen verlangen, die sie zur Vorbereitung der Empfehlungen der Kommission als notwendig erachtet.

Artikel 11

Beilegung von Meinungsverschiedenheiten

Meinungsverschiedenheiten über die Auslegung oder Anwendung dieses Vertrags sollen durch die zuständigen Behörden der Vertragsstaaten gelöst werden. Jeder Vertragsstaat kann zu diesem Zweck die in Artikel 10 dieses Vertrags vorgesehene Gemischte Kommission um Stellungnahme bitten. Falls keine Einigung zustande kommt, kann der diplomatische Weg genutzt werden.

Artikel 12

Besondere Bestimmungen

(1) Zur Durchführung dieses Vertrags gilt entsprechend den Bestimmungen des Abkommens vom 30. Januar 1953 über die festen Brücken und Fähren über den Rhein an der französisch-deutschen Grenze die Mitte der Rheinbrücke als Grenze zwischen den Vertragsstaaten.

(2) Die Vertragsstaaten sorgen dafür, daß die Funktion der jetzigen Rheinbrücke als Verbindung zwischen der deutschen Bundesstraße 28 und der französischen Nationalstraße 4 gewährleistet bleibt und daß die Europabrücke auch dem verbleibenden Schwerverkehr offensteht. Zu diesem Zweck bemüht sich die Französische Republik, vor Fertigstellung der Rheinbrücke Altenheim-Eschau die Zufahrt zur Europabrücke durch einen vierstreifigen Ausbau auf der gesamten Länge zu verbessern.

Artikel 13

Übermittlung personenbezogener Daten

Soweit aufgrund dieses Vertrags personenbezogene Daten übermittelt werden, gelten die Bestimmungen der Anlage, die Bestandteil des Vertrags ist.


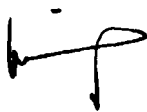
Artikel 14

Ratifikation und Inkrafttreten

- (1) Dieser Vertrag bedarf der Ratifikation.
- (2) Dieser Vertrag tritt am ersten Tag des zweiten Monats nach Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft, der in Bonn erfolgt.

Geschehen zu Dijon am 5. Juni 1996 in zwei Urschriften,
jede in französischer und deutscher Sprache, wobei jeder
Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Französische Republik



Für die
Bundesrepublik Deutschland



Anlage

Soweit die zuständigen Behörden eines Vertragsstaats zur Durchführung dieses Vertrags den zuständigen Behörden des anderen Vertragsstaats personenbezogene Daten übermitteln, gelten die nachfolgenden Bestimmungen unter Beachtung der Rechtsvorschriften, die auf dem Hoheitsgebiet der beiden Vertragsstaaten jeweils zur Anwendung kommen:

1. Die Verwendung der Daten durch die empfangende Stelle ist nur in Übereinstimmung mit dem Ziel des vorliegenden Vertrags zulässig.
2. Personenbezogene Daten dürfen nur den zuständigen Stellen übermittelt werden. Eine Weiterübermittlung an andere Stellen darf nur mit vorheriger Zustimmung der übermittelnden Stellen erfolgen.
3. Die Übermittelnde Stelle ist verpflichtet, auf die Richtigkeit der zu übermittelnden Daten sowie auf die Erforderlichkeit und Verhältnismäßigkeit in bezug auf den mit der Übermittlung verfolgten Zweck zu achten. Dabei sind die Übermittlungsverbote zu beachten, die gemäß den Rechtsvorschriften der beiden Vertragsstaaten gelten. Erweist sich, daß Daten, die im Hinblick auf den Zweck ihrer Erfassung oder ihrer späteren Bearbeitung unrichtig oder unvollständig sind, oder Daten, die nicht übermittelt werden durften, übermittelt worden sind, ist dies der empfangenden Stelle unverzüglich mitzuteilen. Diese ist dann verpflichtet, die entsprechenden Daten zu berichtigen oder zu löschen.
4. Im Rahmen seiner Haftung nach Maßgabe des nationalen Rechts kann ein Vertragsstaat sich gegenüber dem Geschädigten zu seiner Entlastung nicht darauf berufen, daß die übermittelten Daten unrichtig gewesen sind. Leistet der empfangende Vertragsstaat Schadensersatz wegen eines Schadens, der durch die Verwendung von unrichtig

- Übermittelten Daten verursacht wurde, so erstattet der Vertragsstaat, der die Daten übermittelt hat, den Gesamtbetrag des Ersatzes, der von dem empfangenden Vertragsstaat geleistet worden ist.
5. Dem Betroffenen ist auf Antrag über die zu seiner Person übermittelten Informationen sowie über den vorgesehenen Verwendungszweck Auskunft zu erteilen. Im Übrigen ist das Recht des Betroffenen, über die zu seiner Person vorhandenen Daten Auskunft zu erhalten, durch die Rechtsvorschriften geregelt, die auf dem Hoheitsgebiet des Vertragsstaats gelten, der um die Übermittlung von Daten ersucht wird.
 6. Sind in den innerstaatlichen Rechtsvorschriften der übermittelnden Stellen Fristen für die Löschung der übermittelten personenbezogenen Daten vorgesehen, so hat die übermittelnde Stelle die empfangende Stelle hiervon zu unterrichten. Unabhängig davon sind die übermittelten personenbezogenen Daten zu löschen, sobald sie zu dem Zweck ihrer Erfassung oder ihrer späteren Bearbeitung nicht mehr erforderlich sind.
 7. Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, die Übermittlung und den Empfang von personenbezogenen Daten festzuhalten.
 8. Die übermittelnde und die empfangende Stelle sind verpflichtet, personenbezogene Daten, die übermittelt werden, wirksam gegen unbefugten Zugang, unbefugte Veränderungen und unbefugte Bekanntgabe zu schützen.
 9. Die Bestimmungen zur gegenseitigen Amts- und Rechtshilfe zwischen den Vertragsstaaten in den Bereichen Steuer- und Zollrecht bleiben von den Bestimmungen dieses Anhangs unberührt.

[TRANSLATION -- TRADUCTION]

TREATY BETWEEN THE FRENCH REPUBLIC AND THE FEDERAL
REPUBLIC OF GERMANY CONCERNING THE CONSTRUCTION OF A
ROAD BRIDGE OVER THE RHINE BETWEEN ESCHAU AND
ALTENHEIM

The French Republic and
The Federal Republic of Germany,
Hereinafter referred to as the Contracting Parties,
Desiring to improve road links between the two States,

In view of the Agreement of 30 January 1953 concerning fixed bridges over and ferries
crossing the Rhine at the Franco-German frontier,

Convinced that the opening of a bridge over the Rhine between Eschau and Altenheim
will effectively relieve congestion on the Pont de l'Europe by diverting some of the traffic,

Have agreed as follows:

Article 1. Purpose of the Treaty

A road bridge shall be built over the Rhine, hereinafter referred to as the "bridge over
the Rhine", between Eschau and Altenheim on both French and German territory, with a
view to linking Strasbourg's Southern Ring Road (Rocade Sud) with the Bade-Wurtemberg
L 98 road.

Article 2. Description of the structure

(1) The structure, which shall be situated at kilometre 282.8 of the Rhine by French
reckoning, shall be constructed for a flood discharge of 6,500 m³/s (millennium discharge).

(2) It shall have three spans with a total length of 457 metres. The central span, with
a 205-metre diagonal, shall clear a minimum navigable width of 150 metres in the river axis
and a height of 7 metres above the level of the highest navigable waters (148.77 NGF ortho
or 148.55 NN as). It shall carry a bidirectional two-lane roadway and a bidirectional bicy-
cle track on a deck 14.75 metres wide, including 9.5 metres between restraint systems.

Article 3. Construction

(1) The French Republic shall construct the bridge over the Rhine.

(2) The construction of the structure shall cover all the operations required for its com-
pletion, including abutments and equipment.

(3) The French Republic shall be responsible for studies, invitations to tender and the
allocation and supervision of the work. It shall act in its own name when dealing with con-
tractors and other contracting parties.

(4) The construction work shall be carried out in accordance with the applicable French rules.

(5) The invitations to tender shall be made in accordance with applicable Community law.

(6) It shall be incumbent on each Contracting State to build the structure and approaches to the bridge on its own territory, as the work progresses.

(7) The provisions of Protocol 1990-I-32 of the Central Commission for Navigation on the Rhine shall apply during the work.

Article 4. Costs

(1) The Contracting States shall bear equally the cost of the studies, invitations to tender, award of contracts, construction of the structure and supervision of the work referred to in article 3.2. As to the apportionment of the costs, the cost of the studies, invitations to tender, award of contracts and supervision of the work referred to in article 3.2 is expected to be equivalent to 10 per cent of the cost of construction of the structure.

(2) In the apportionment of the costs referred to in paragraph 1, account shall not be taken of the French value-added tax included in such costs; that tax shall be the exclusive responsibility of the French Republic.

(3) For the period stipulated in article 7, paragraph 2, the cost of maintaining the bridge over the Rhine, including winter maintenance and regular cleaning, shall be apportioned in accordance with the provisions of paragraphs 1 and 2 of this article.

Article 5. Release of the land required for the bridge over the Rhine and for the construction work

Each Contracting State shall see to it that in its own territory any land needed for the construction of the bridge over the Rhine either temporarily or permanently is made available and shall bear the corresponding cost.

Article 6. Payment of costs

(1) The French Republic shall be responsible for prefinancing. As the work progresses, it shall draw up statements of the costs incurred by it that are to be borne by the Federal Republic of Germany under article 4. Payment of such costs shall take place within three months of the date on which the statements are received.

(2) All payments shall be made in French currency, at the exchange rate applied by the Bank of France on the date of payment.

Article 7. Acceptance and maintenance

(1) Upon completion of the work, the competent authorities of the French Republic shall accept the structure in the presence of representatives of the Federal Republic of Germany and the contractors.

(2) The French Republic shall be responsible for the maintenance of the structure, including winter maintenance and regular cleaning for a period of ten years, starting on the date of acceptance.

(3) Once such period has elapsed, the portion of the bridge over the Rhine situated in German territory shall be handed over to the Federal Republic of Germany. Each Contracting State shall then be responsible for maintenance in its own territory and shall determine, in agreement with the other Contracting State, what work is necessary. The competent authorities may agree that one of them shall be responsible, in return for reimbursement for the corresponding costs, for winter maintenance, regular cleaning and various other types of maintenance work covering the bridge as a whole.

Article 8. Right of access in the respective national territories

(1) Persons employed in one of the service companies based in a member State of the European Union or European Economic Area which the French Republic has commissioned for the purpose of building the structure shall be authorized to exercise their activity in the territory of the two Contracting States without having to obtain a residence or work permit if they are nationals of a member State of the European Union or European Economic Area.

(2) Nationals of States not members of the European Union or European Economic Area who are employed by a service company based in a member State of the European Union or European Economic Area may exercise their activity without having to obtain a work permit, if the said service company employs them on a regular and habitual basis. This provision applies subject to their obtaining a visa when required to do so and a temporary residence permit for a stay of more than three months in the territory of the Contracting State concerned. Persons not required to obtain a visa must be in possession of a residence permit for a stay of more than three months in the territory of the Contracting State concerned. The residence permit and, where appropriate, the visa shall be issued automatically, subject to measures relating to public order (*ordre public*), public security and public health.

(3) The nationals of member States of the European Union or European Economic Area must be in possession of a valid identity card or passport which can be presented at any time to the competent authorities of each Contracting State. The nationals of States not members of the European Union or European Economic Area must be in possession of a valid passport which can be presented at any time to the competent authorities of each Contracting State. Furthermore, all persons referred to in this article must be in possession of an additional supporting document which can be presented to the authorities of the host State at any time in order to attest to their status as one of the persons to whom the provisions of this Treaty apply.

(4) Each Contracting State shall readmit at any time and without formality any persons referred to in paragraph 2 of this article who have entered or are present in the national territory of the other Contracting State in breach of this Treaty.

Article 9. Tax and customs provisions

(1) As regards indirect taxes for the delivery of goods and provision of services and for purchases made within the European Community and imports of goods for the construction or maintenance, including winter maintenance and regular cleaning, of the bridge over the Rhine:

- The construction site shall be considered French territory until the bridge over the Rhine is accepted;

- The bridge over the Rhine shall be considered French territory upon its acceptance and for ten years thereafter.

(2) During the periods referred to in paragraph 1 of this article, in which the construction site and, later, the bridge over the Rhine are considered French territory, officials of the tax and customs authorities of either Contracting State shall be authorized to remain on the portion of the construction site, and of the bridge over the Rhine after acceptance, which is situated in the geographical territory of the other Contracting State, in order to make a physical inventory of the operating assets. Procedures for investigating and inspecting the bookkeeping of taxpayers shall be governed by the domestic law of each Contracting State.

(3) This Treaty shall not affect implementation of the provisions of the Convention of 21 July 1959 between the French Republic and the Federal Republic of Germany for the avoidance of double taxation and the establishment of principles for reciprocal administrative and legal assistance with respect to taxes on income and fortune, business taxes and land taxes, with an additional protocol and an exchange of letters, as modified by the additional agreements signed on 9 June 1969 and 28 September 1989, due account being taken of any future amendment.

Article 10. Joint Commission

(1) A Franco-German Joint Commission shall be established. The Commission shall be chaired alternately by the heads of delegation for a period of six months each. The decisions of the Commission shall be adopted by mutual consent. It shall consist of representatives of the following authorities:

(a) German delegation:

- Baden-Württemberg Ministry of Transport (Verkehrsministerium Baden-Württemberg),

- Presidency of the Freiburg Administration (Regierungspräsidium Freiburg),

- Offenburg Roadworks Department (Strassenbauamt Offenburg);

(b) French delegation:

- Alsace Regional Directorate for Public Facilities (Direction Régionale de l'Équipement d'Alsace),

- Bas-Rhin Departmental Directorate for Public Facilities (Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin),

National Road Service of the Bas-Rhin Departmental Directorate for Public Facilities (Service des Routes Nationales de la Direction Départementale de l'Équipement du Bas-Rhin). It may involve other authorities of the two Contracting States (Customs, Shipping, etc.).

(2) The Joint Commission shall be responsible for making recommendations to the competent authorities of both Contracting States with respect to the following:

(a) Questions that arise in the course of the implementation of this Treaty, with the exception of taxation and customs matters,

(b) Approval of payments on account and of methods of payment,

(c) Establishment of the procedures for the transfer of maintenance provided for in article 7, which is to take place once the 10-year period has elapsed,

(d) Coordination of maintenance measures,

(e) The final account before it is sent to the Federal Republic of Germany.

(3) Each delegation may request from the competent authorities of the other Contracting State any documents it deems necessary for preparing the recommendations of the Commission.

Article 11. Settlement of disputes

Disputes arising from the interpretation or application of this Treaty shall be settled by the competent authorities of the Contracting States. For that purpose, each Contracting State may request the opinion of the Joint Commission provided for in article 10 of this Treaty. If there is no agreement, the Contracting States may have recourse to the diplomatic channel.

Article 12. Special provisions

(1) For the purposes of this Treaty, the frontier between the Contracting States shall be deemed to lie in the middle of the bridge over the Rhine, in accordance with the provisions of the Agreement of 30 January 1953 concerning fixed bridges over and ferries crossing the Rhine at the Franco-German frontier.

(2) The Contracting States shall ensure that the current Rhine crossing shall continue to function as a link between Bundesstrasse 28 and national highway No. 4 and that the pont de l'Europe shall remain open to traffic, including residual heavy traffic. To that end, the French Republic shall endeavour to improve access to the pont de l'Europe by establishing a four-lane road throughout its length until the bridge over the Rhine at Altenheim-Eschau is completed.

Article 13. Transmission of information of a personal nature

Transmission of information of a personal nature arising from application of this Treaty shall be subject to the provisions of the annex, which is an integral part of the Treaty.

Article 14. Ratification and entry into force

(1) This Treaty shall be subject to ratification.

(2) It shall enter into force on the first day of the second month following the exchange of the instruments of ratification, which shall take place at Bonn.

Done at Dijon, on 5 June 1996, in duplicate, each in the French and German languages, both texts being equally authentic.

For the French Republic:

HERVE DE CHARETTE

BERNARD PONS

For the Federal Republic of Germany:

IMMO STABREIT

ANNEX

Insofar as information of a personal nature is for the purposes of this Treaty transmitted by the competent authorities of either Contracting State to the competent authorities of the other Contracting State, the following provisions shall be applied in accordance with the applicable law in the territory of each Contracting State.

1. The utilization of information by the recipient department is permitted only for the purposes of this Treaty.

2. Information of a personal nature shall be transmitted to the competent departments alone. Its communication to other departments shall be subject to the prior agreement of the sending departments.

3. The sending department shall undertake to ensure that the information transmitted is accurate, that the transmittal is necessary and that there is no lack of proportion between the information and the desired objective. In this connection, the grounds for withholding information provided for in the applicable law in each Contracting State shall apply. If the information transmitted proves inaccurate or incomplete in relation to the purposes for which it is obtained or subsequently utilized, or if the information should not have been transmitted, the recipient shall be so informed without delay. The recipient shall then be obliged to correct or destroy such information.

4. Neither Contracting State may invoke the fact that the other Contracting State has transmitted incorrect information as grounds for evading liability under its domestic law in relation to an injured party. If the recipient Contracting State is obliged to pay compensation owing to the utilization of incorrect transmitted information, the Contracting State that has transmitted the information shall reimburse in full the amounts disbursed in compensation by the recipient Contracting State.

5. Upon request, the person concerned shall obtain particulars of any information transmitted about himself or of its intended use. The right of that person to obtain such particulars shall, moreover, be regulated by the applicable law in the territory of the Contracting State from which the information is requested.

6. Insofar as national law applying to the sending department specifies time limits for deleting transmitted information of a personal nature, the sending department shall so inform the recipient. Apart from any time limits, transmitted information of a personal nature shall be deleted as soon as it is no longer required for the purposes for which it was obtained or subsequently utilized.

7. The sending department and the recipient department shall agree to take note of the transmission and receipt of information of a personal nature.

8. The sending department and the recipient department shall agree to provide effective protection by not allowing unauthorized access to or modification or publication of transmitted information of a personal nature.

9. Rules governing mutual administrative and legal assistance between the Contracting States in taxation and customs matters shall not be affected by the provisions of this annex.